

Une bonne gouvernance des forêts est essentielle pour contrer le changement climatique

Communiqué de la FAO, 23 mai 2011

lundi 23 mai 2011

La FAO et la Banque mondiale viennent de dévoiler un nouveau train de directives susceptibles d'aider les pays à évaluer la gouvernance de leurs ressources forestières. Il s'agit d'un Cadre juridique d'évaluation de la bonne gouvernance des forêts, essentiellement destiné aux pays qui souhaitent fournir des preuves d'une bonne gouvernance des forêts en vue de participer aux programmes émergents d'atténuation du changement climatique.

Le Cadre pour l'évaluation et la surveillance de la gouvernance des forêts offre aux pays une liste de contrôle détaillée pour identifier et affronter les problèmes en matière de gouvernance des ressources forestières. Il leur permet aussi de gérer de manière convenable les efforts visant à la réduction des émissions de gaz à effet de serre dues à la déforestation et à la dégradation des forêts.

Généralement parlant, quand on dit gouvernance on se réfère à un ensemble de lois, d'institutions, de règles de gestion, de politiques et de conventions sociales qui déterminent comment les forêts doivent être utilisées et qui doit les utiliser.

Elaboré par la FAO et le Programme de gestion des forêts de la Banque mondiale (PROFOR), le "*Cadre d'évaluation et de surveillance de la gouvernance des forêts*" se rapporte à trois chapitres ou "*piliers*" essentiels de la gouvernance des forêts : cadres politique, juridique, institutionnel et de régulation ; processus de planification et de prise de décision ; application, exécution par voie légale et respect des règles.

Quant aux performances, elles s'établissent en fonction de six critères : responsabilité, efficacité, efficience, équité, participation et transparence.

"*La bonne gouvernance des forêts permet de dire si les ressources forestières sont utilisées efficacement, durablement et équitablement*", affirme Eva Muller, experte au Département des forêts de la FAO qui a supervisé l'élaboration du Cadre d'évaluation.

"*Ce Cadre, dit-elle, décrit une approche systématique que les pays et les gestionnaires des forêts peuvent emprunter pour identifier les points faibles, mettre au point des réponses appropriées, les mettre en oeuvre et en évaluer les résultats.*"

De son côté, Nalin Kishor, expert de la Banque mondiale, indique que "*ce Cadre, grâce à une approche participative, permet d'identifier les actions nécessaires pour surveiller les flux financiers de la filière et le partage équitable des bénéfices*".

Gérer les forêts pour atténuer le changement climatique

Les moyens d'existence et la sécurité alimentaire de centaines de millions de ruraux dépendent des forêts et des arbres. Aussi bénéficieraient-ils grandement d'une gestion améliorée et plus équitable des forêts.

Dans le même temps, la filière forêt a un potentiel énorme pour séquestrer le carbone et réduire les émissions de gaz à effet de serre.

La déforestation et la dégradation des forêts représentent près de 20 pour cent des émissions mondiales de gaz à effet de serre, soit bien plus que l'ensemble du secteur du transport mondial et au deuxième rang

après le secteur de l'énergie. La plus grande partie de ces émissions se produisent dans les pays en développement.

La Convention-Cadre des Nations Unies sur le changement climatique aborde ce problème au travers d'une initiative connue sous le nom de Réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts (REDD+).

Idée de base : sous REDD+, les pays en développement se verraient offrir des incitations pour réduire leurs émissions dues à la déforestation et accroître la séquestration du carbone en plantant de nouvelles forêts, en conservant les forêts, en les gérant de manière durable et en augmentant les stocks de carbone forestier.

Les flux financiers Nord-Sud pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre dans le cadre de REDD+ pourraient atteindre jusqu'à 30 milliards de dollars par an, ce qui doperait considérablement le développement rural.

Les défis de REDD+

Malgré ses promesses, REDD+ présente de grands défis. A cet égard, les problèmes possibles sont notamment : les perturbations involontaires affectant les communautés locales, les fraudes et les projets inefficaces, la corruption et les détournements de fonds.

"Lors du dernier Sommet des Nations Unies sur le changement climatique à Cancun, il y a eu un accord de base sur les activités principales, les principes et les garanties qui doivent sous-tendre REDD+", déclare Peter Holmgren, Directeur de la Division climat, énergie et structure agraire à la FAO. "Cela englobe la nécessité de systèmes de divulgation d'informations sur la manière dont ces garanties sont abordées et respectées".

Au cours de la réunion durant laquelle le Cadre forestier FAO-Banque mondiale a été présenté, un document similaire axé sur la divulgation d'informations relatives aux questions de gouvernance ayant trait à REDD+ a été présenté par le Programme UN-REDD et Chatham House.

Tout comme le Cadre de gouvernance des forêts, cet autre document offre des conseils aux pays qui veulent à la fois s'assurer et montrer que les activités relatives à REDD+ sont effectivement appliquées et les garanties de gouvernance prises en compte.

Bien que la mise en œuvre de REDD+ soit un défi de taille pour les pays ayant de faibles capacités institutionnelles, il n'en reste pas moins qu'il offre de nouvelles incitations et ouvre des possibilités pour un soutien accru aux questions de gouvernance, indique le document précité.

L'atelier international au cours duquel les deux documents ont été présentés et discutés a été organisé par la FAO avec le concours du Programme UN-REDD, Chatham House et la Banque mondiale.

Des projets pilotes basés sur les deux documents sont prévus en vue de les tester et de les étoffer.